



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

817 COPIE

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES**

Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

N°2008-632

**Arrêté de levée de garanties financières
Carrière Holcim granulats à Dieulouard
(Sur le vieux pont et les feuilletes)**

**Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 515-1 à L 515-6, L 516-1, R 512-31 et R 516-1 à R 516-6

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1999-602 du 11 mai 2000, complété par l'arrêté préfectoral n° 2003-604 du 14 mars 2003, autorisant la société HOLCIM GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de DIEULOUARD, lieux-dit « Sur le Vieux Pont » et « Les Feuillettes » ;

Vu le dossier de cessation d'activité déposé le 8 septembre 2008 par la société Holcim Granulats ;

Vu le procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées de la DRIRE et référencé CM/551/2009 du 5 juin 2009,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DRIRE en date du 5 juin 2009,

Vu l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation dite " des carrières" le 22 septembre 2009 ;

Considérant que le dossier de déclaration de fin de travaux d'exploitation comporte l'ensemble des documents exigés à l'article R. 512-74 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions de remise en état du site correspondent, d'une part, aux prescriptions définies à l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, et d'autre part, aux dispositions prévues dans le chapitre réaménagement versé dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'arrêté

L'obligation de garanties financières pour la carrière à ciel ouvert de sables et graviers exploitée sur le territoire de la commune de DIEULOUARD, lieux-dits « Sur le Vieux Pont » et « Les Feuillettes » par la société HOLCIM GRANULATS est levée.

Article 2 : Cadre réglementaire

La levée de l'obligation de garanties financières est prononcée en application du II de l'article R. 516-5 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Abrogation

L'arrêté préfectoral n° 1999-602 du 11 mai 2000, complété par l'arrêté préfectoral n° 2003-604 du 14 mars 2003, autorisant la société HOLCIM GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de DIEULOUARD, lieux-dit « Sur le Vieux Pont » et « Les Feuillettes », est abrogé.

Article 4 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de Dieulouard, Landremont, Loisy, Sainte-Geneviève, Atton, Blenod-les-Pont-à-Mousson, Jezainville, Belleville, Autreville-sur-Moselle, Bezaumont et Ville-au-Val et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Les maires établiront des procès-verbaux constatant l'accomplissement de cette formalité et les feront parvenir à la préfecture.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 5 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, selon les modalités et les délais prévus à l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

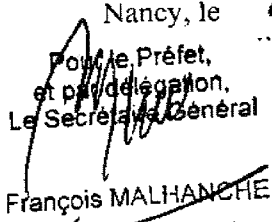
Article 6 : Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, MM les maires concernés, M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société Holcim granulats
- M. le directeur de l'établissement garant

Et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur régional des affaires culturelles
- M. le directeur régional de l'environnement
- M. le directeur interrégional du service de la navigation du Nord-Est
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours

Nancy, le **28 SEP. 2009**
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE